

Lavigne, Marie. *Économie internationale des pays socialistes*.
Paris, A. Colin, 1985, 256 p.

Roger Dehem

Volume 17, numéro 2, 1986

Les Amériques latines dans le système mondial 1954-1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702036ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702036ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dehem, R. (1986). Compte rendu de [Lavigne, Marie. *Économie internationale des pays socialistes*. Paris, A. Colin, 1985, 256 p.] *Études internationales*, 17(2), 484-486. <https://doi.org/10.7202/702036ar>

lui de l'existence d'un réservoir inépuisable de ressources naturelles qui n'attendraient leur mise en valeur que du seul travail humain. Même en Allemagne de l'Est où des considérations empiriques ont justifié l'introduction de mesures légales en 1970-71 pour fixer le prix d'utilisation de la terre ou de l'eau, les montants impliqués restent trop faibles pour pénaliser efficacement les excès de certaines entreprises. Un grand nombre d'économistes et d'experts en droit, surtout soviétiques, continuent d'insister sur la gratuité des ressources naturelles, par opposition à la valeur d'échange des biens manufacturés. D'où la tendance à minimiser l'importance en termes monétaires, de la pollution de l'eau ou du dépeuplement des forêts. Le progrès technologique reste premier même si des palliatifs sont introduits pour ralentir un rythme de dégradation de l'environnement que le marxisme-léninisme ne permettait pas de prévoir et ne permet pas de contrer, à moins de revoir de fond en comble les catégories classiques du productivisme socialiste.

Sur un autre plan, il est intéressant de suivre dans les chapitres 3 et 4 de la première partie, les tentatives des différents experts pour élargir leur sphère d'action à la dimension internationale des enjeux soulevés par les politiques écologistes. La collaboration pratique n'est admissible du point de vue du régime qu'à condition de rejeter catégoriquement toute idée de convergence entre le système capitaliste et le système socialiste. Les Allemands de l'Est en particulier, ont avancé le concept de *Landeskultur* (p. 43) qui prétend élargir la notion occidentale de protection de l'environnement (*Umweltschutz*) à un programme à long terme pour transformer l'environnement selon les exigences et en accord avec un style de vie socialiste. Ces préoccupations sont étrangères à une économie basée sur le profit et l'exploitation capitaliste maximale des ressources disponibles dans l'immédiat. Cependant, l'approche de l'auteure ne permet en aucune manière de confronter l'idéologie et la réalité de la politique socialiste en matière de politiques de l'environnement. L'expérience dont elle traite est celle de l'application plus ou moins stricte des catégories du marxisme-léninisme dans le débat sur l'écologie

en URSS et en Allemagne de l'Est. En termes comparatifs, cela lui permet de relier le caractère plus empirique de la démarche adoptée en Allemagne de l'Est à la prudence théorique de mise pour les subordonnés politiques du « grand frère ». Mais dans quelle mesure cette démarche plus concrète est également imputable à la gravité de la détérioration globale de l'environnement dans un pays moins riche en ressources naturelles, rien ne peut nous permettre de le déduire, quoique l'auteure l'estime probable (p. 247).

L'exégèse marxiste reste pertinente puisqu'elle détermine en large part la capacité d'intervention politique des scientifiques placés sous régime socialiste. Ainsi, l'auteure a amplement démontré comment le débat sur l'environnement reste bloqué par les limites de l'analyse marxiste classique. Plutôt que d'élargir son étude, tout à fait convaincante, aux autres pays de l'Est, ne s'imposerait-il pas de la reprendre à un autre niveau, en introduisant cette fois le réel au nombre des catégories de l'analyse? En attendant, le lecteur ou la lectrice plus intéressé à l'écologie qu'au marxisme-léninisme fera bien de se reporter au livre de Boris Komarov, *Le Rouge et le Vert, Destruction de la nature en URSS*, Paris, Seuil, 1981, 220 p., ou à l'étude de cas de Maurice Duverger, *Les Orangers du lac Balaton*, Paris, Seuil, 1980, 255 p.

Micheline DE SÈVE

Département de science politique
Université du Québec à Montréal

LAVIGNE, Marie. *Économie internationale des pays socialistes*. Paris, A. Colin, 1985, 256 p.

L'auteur, bien connue pour son ouvrage *Les économies socialistes soviétiques et européennes* est la spécialiste française la mieux informée du monde soviétique. L'ouvrage ici recensé est complémentaire au précédent. Il est divisé en trois parties: polarisations et politiques, produits et stratégies, financements et risques.

La classification des échanges selon leurs pôles (Est socialiste, Ouest capitaliste, Sud hybride) permet à l'auteur de mettre à jour la description des cadres institutionnels caractéristiques des pays socialistes, notamment celui de Comecon. Bien qu'apparemment multilatéral, celui-ci est « entièrement subordonné à la puissante logique des relations bilatérales » où « le millier d'accords bilatéraux de spécialisation n'introduit qu'une rationalisation partielle des échanges » (p. 59).

Bien que « les pays socialistes soient les seuls à donner à la notion de coopération une place centrale dans leurs relations économiques internationales... Paradoxalement, elle tient une place mineure dans toutes les relations économiques » (p. 65). Les modes de la « coopération-spécialisation » sont décrits dans leurs réalités concrètes. Ce processus de spécialisation serait lent (p. 68) notamment en raison des risques encourus par des pays tels la RDA et la Tchécoslovaquie qui conservent une nomenclature excessivement étendue de spécialités mécaniques (p. 70).

La « coopération-contrepartie », entre l'Est et l'Ouest, symbole de la détente au cours des années 70 a pris des formes diverses décrites en détail.

Avec le Tiers monde, il s'agirait de « coopération-concours » qui ferait contraste avec la domination « capitaliste impérialiste » qui s'étend sur les PVD (p. 45).

Qui est protectionniste ? Cette question parmi d'autres innombrables, dont est serti le livre de Mme Lavigne, permet à l'auteur de discourir assez vainement sur l'existence ou non d'un protectionnisme à l'Est, face au méchant protectionnisme à l'Ouest.

Dans un chapitre sur les technologies, deux questions importantes sont posées, à savoir l'évaluation du retard des pays de l'Est, et l'utilité des emprunts à la technologie occidentale (p. 122). À ce sujet, l'auteur souffle le chaud et le froid. D'une part, elle déclare que « les avantages d'un système centralement planifié ne sont pas négligeables en la matière (ce qui est facilement contestable) et, d'autre part, le fait que « Les entreprises ne sont pas invitées à innover ; bien au contraire, le sys-

tème d'indicateurs utilisé dans la production, ainsi que les règles de détermination des prix, poussent les entreprises à la routine » (p. 124). En outre, la planification en tonnes favorise la continuation de production de machines très lourdes. Toutefois, la critique de Mme Lavigne étant toujours douce et complaisante, « on peut se demander si les caractéristiques des équipements soviétiques courants (standardisation poussée, robustesse, absence de sophistication) ne correspondent pas mieux aux besoins des utilisateurs (URSS, satellites et PVD) que celles des équipements plus perfectionnés fabriqués en Occident » (p. 127).

La « lourdeur de la planification » est reconnue, comme à regret, ci et là. Ainsi, la thèse de Zaleski est rapportée selon laquelle « les importations soviétiques de machines seraient surtout... une roue de secours pour les défauts des systèmes de planification administrative centralisée. L'objectif de rattrapage du niveau technologique occidental ne passerait alors qu'au second rang. » (p. 129)

Un chapitre important est consacré à l'énergie, comme fourniture essentielle de l'URSS à ses satellites et à l'Ouest, ainsi qu'aux transactions moins transparentes entre pays arabes et certains membres du Comecon qui ont réussi à combiner des opérations avantageuses comme intermédiaires avec les pays occidentaux.

Si l'on passe de ces macro-projets et de ce commerce énergétique complexe, à l'agriculture, on passe sur un sol mouvant. Ici l'apologétique de Mme Lavigne se sent moins à l'aise. Si elle reconnaît d'emblée l'échec dans ce secteur, elle en situe la cause « en dehors du secteur agricole » (p. 8). Elle reconnaît au passage « les pertes et gaspillages dus à la mauvaise gestion de l'agriculture et au système de prix » (p. 181).

Pour mettre le système hors-cause, elle constate que « les causes de la demande d'importations agricoles des pays de l'Est sont multiples, et ne sauraient se réduire à un constat simpliste de l'inefficience d'agricultures planifiées » (p. 181).

Une question cruciale est posée à la p. 183, car elle met le doigt sur un filon

prometteur d'intelligence économique d'un très grave phénomène: « Pourquoi alors ne pas recourir aux instruments de marché, en suivant la PAC de la CEE fondée sur le soutien des prix et dans la ligne également des planifications internes, où partout la planification directe de la production agricole par voie d'injonction a été remplacée par des incitations économiques (prix, primes, etc.)? Cette question prometteuse est demeurée sans suite. Seul est discuté le problème de savoir si dans les échanges agricoles intra-Comecon il y aurait lieu de s'aligner sur les prix intra-CEE, ou sur les prix extra-CEE! Ainsi la question essentielle se voit escamotée par des considérations d'intérêt de troisième ordre.

Dans la partie sur le financement et l'endettement, des précisions concrètes sont apportées aux modes de règlement (en nature, en roubles faussement appelés transférables, et en monnaies occidentales convertibles. Le lecteur apprend ainsi que 60 % des ventes soviétiques au Tiers monde seraient constituées d'armes payables en bonne partie en devises convertibles. Finalement, il y a la question de l'endettement envers l'Ouest, le problème de son remboursement, du recul des échéances, etc.

L'ouvrage de Mme Lavigne est certes un livre de référence de grande utilité pour tous ceux qui essaient d'appréhender des phénomènes complexes de grave importance. Toutefois, cet éloge général de l'ouvrage devrait être tempéré de réserves à l'égard du système d'interprétation par l'auteur. Contrairement à la plupart des ouvrages occidentaux en la matière (anglais, allemands, américains et autres), l'auteur fait appel à un système d'interprétation pour le moins bizarre. Il ne s'agit pas du système de référence généralement utilisé en Occident pour identifier et évaluer les aberrations du régime soviétique (que l'auteur essaie constamment et sciemment de voiler), critères auxquels adhèrent même les esprits les plus éclairés et courageux de ces pays (surtout en Hongrie et en Pologne). Mme Lavigne a du mal à voiler son subconscient léniniste. Son ouvrage passerait les tests de censure à Moscou haut la main. Ce livre pourrait être utilisé

tel quel dans les universités de l'Empire soviétique.

Roger DEHEM

*Département d'économie
Université Laval, Québec*

MAKÓ, CSABA, *A taylorizmustól a munkaszervezeti reformokig (Du taylorisme aux réformes organisationnelles du travail)*, Budapest, Akadémia Kiadó, 1985, 245 p.

Tout en analysant les effets du taylorisme dans des systèmes socio-économiques différents, l'auteur consacre une attention particulière aux changements structurels susceptibles d'influencer les relations humaines dans le processus de production. Il analyse, apprécie et commente les réformes survenues en matière de relations industrielles dans les pays capitalistes occidentaux évolués et au Japon. Chercheur de l'Institut de sociologie du travail de l'Académie des Sciences de Hongrie, il apporte un point de vue sociologique particulier à l'analyse de la problématique. Il compare en même temps les entreprises étatiques hongroises aux structures organisationnelles des compagnies occidentales.

Publié par l'éditeur de l'Académie des Sciences de Hongrie, l'essai de Makó s'adresse surtout aux spécialistes et aux dirigeants politiques et économiques de la Hongrie socialiste. Le lecteur non averti y trouvera aussi une source d'information valable puisque les théories et concepts sont développés dans un langage accessible à tous.

Dans les sociétés industrielles modernes, la notion de « démocratie industrielle » représente l'expression liée à l'idée de la démocratie dans l'usine, sur le lieu de production. Il s'agit d'une micro-démocratie dans laquelle le citoyen est remplacé par le travailleur. Comme dans la démocratie politique, les problèmes de l'autorité se retrouvent dans la problématique des dirigeants et dirigés. La structure d'autorité des entreprises engendre deux groupes, chacun ayant leurs intérêts propres. Les relations humaines occupent un rôle privilégié